

Les pays pauvres ont déjà trop payé!
« Pour l'an 2000 : annulons la dette »

Campagne française pour l'annulation de la dette des pays pauvres très endettés

Les Nouvelles de la Dette

Lettre d'information – 14 mars 2001

N°5

Les organisations
à l'initiative de la
campagne :

Agir ici
AITEC (Association
Internationale de
Techniciens,
Experts et
Chercheurs)
CCFD (Comité
Catholique contre
la Faim et pour le
Développement)
CIMADE
CRID (Centre de
Recherche et
d'Information pour
le Développement)
DCC (Délégation
Catholique pour la
Coopération)
Étudiants et
Développement
C.S.M. Instituts
Missionnaires
Féminins
Ligue de
l'enseignement
Justice et Paix
Réseau Foi et
Justice Afrique-
Europe
RITIMO
Secours
Catholique -
Caritas France
Service d'Entraide
et de Liaison
Service Protestant
de Mission
DEFAP
Solidarité Laïque

Allègements de dette :

Les premiers résultats ...

Notre mobilisation en 1999 et 2000 porte enfin ses fruits : 22 pays commencent aujourd'hui à bénéficier d'allègements de dette ! Ce n'est qu'un début et nous sommes décidés à poursuivre notre action dans les années à venir.

Aujourd'hui 22 pays bénéficient d'un début d'allègement de dette. **Ces allègements sont encore provisoires et partiels mais le mécanisme est en marche.** La pression d'ailleurs ne faiblit pas, notamment sur le FMI et la Banque mondiale pour qu'ils s'engagent, eux-aussi, en faveur d'une annulation totale.

En effet, si à terme les deux-tiers de la dette de ces 22 pays devaient être annulés, le service de la dette payé annuellement ne diminue en moyenne, lui, **que de 32%** et 20 pays sont encore exclus ou en attente. **Il faut absolument aller plus loin.**

La France, qui s'est engagée à annuler la plupart de ses créances sur les pays sélectionnés ne doit pas s'arrêter là. Au niveau bilatéral elle doit sortir du cadre étroit de l'initiative PPTE et notamment fournir des allègements à plus de pays. **En tant qu'actionnaire important du FMI et de la Banque mondiale**, elle doit promouvoir l'annulation de la dette multilatérale.

La campagne française « Pour l'an 2000 : annulons la dette ! », comme la plupart des campagnes Jubilé 2000 à travers le monde, a décidé de continuer son action au-delà de l'année 2000. Les organisations de la campagne ont donc créé la **plate-forme « Dette & Développement »** qui continuera à œuvrer pour la promotion d'« **une solution large, juste et durable, au problème de la dette des pays du Sud** ».

En termes de mobilisation, les actions s'organisent pour faire du prochain G7 de Gênes, en Italie, un moment fort pour l'annulation de la dette des pays pauvres. Une semaine de mobilisation est ainsi prévue du 15 au 23 juillet à Gênes et partout dans le monde(cf. page4).

... A suivre

Les 22 pays sélectionnés :

	Diminution du service de la dette
Bénin	37,2 %
Bolivia	26,9 %
Burkina Faso	34,9 %
Cameron	28,5 %
Gambie	56,3 %
Guinée	43,1 %
Guinée- Bissau	37,8 %
Guyana	59,2 %
Honduras	18,5 %
Madagascar	58,7 %
Malawi	40,3 %
Mali	17,2 %
Mauritanie	41,3 %
Mozambique	42,1 %
Nicaragua	50,9 %
Niger	41,5 %
Rwanda	47,2 %
Sao Tome & Principe	65,9 %
Sénégal	22,0 %
Tanzanie	28,6 %
Uganda	28,5 %
Zambie	+ 23,0 %
Moyenne	32,1 %

° : différence entre le service de la dette effectivement payé en 1998-1999 et le service de la dette anticipé pour 2001-2003.

Les 20 pays exclus ou en attente :

Angola², Burundi
Congo Brazzaville
Côte d'Ivoire
Éthiopie, Ghana
Kenya², Laos*
Libéria, Myanmar
Nigeria²
RDC (Zaïre)
Rép. Centrafricaine
Sierra Leone
Somalie, Soudan
Tchad, Togo
Vietnam²
Yémen²

* : pays sorti de l'initiative (le Ghana vient de réintégrer l'initiative)

² : pays non-éligibles au regard des critères actuels.

Le FMI et la Banque mondiale doivent annuler leurs créances sur les pays pauvres

L'accès de 22 pays à un début d'allègement de dette est pour nous une grande victoire. Cependant si les allègements de stock de dette semblent important (environ 63%*), **les remboursements diminuent peu (32% en moyenne)**. La raison principale de cette situation tient à la logique de l'initiative PPTE (pays pauvres très endettés) dans laquelle s'inscrivent aujourd'hui les allègements de dette. **L'objectif de cette initiative n'est pas d'annuler la dette, mais simplement de la rendre « soutenable ».**

Dans cette logique, la dette « insoutenable » correspond en fait à la partie de la dette qui n'est pas payée aujourd'hui et **qui de toute façon ne sera jamais remboursée**. C'est pour cette raison que les remboursements diminuent aussi peu.

Sous la pression de l'opinion publique, **les pays du G7** (dont la France) se sont heureusement engagés à aller plus loin et à annuler à (presque) **100%** leurs créances sur les pays sélectionnés. **Le FMI et la Banque mondiale**, eux, se refusent à sortir de leur logique initiale et n'allègent leurs créances **que de 30% en moyenne**.

Il faut aujourd'hui que ces institutions fassent un pas supplémentaire et admettent que **les allègements actuels ne sont pas suffisants pour mener une véritable politique de développement durable**. Et comme ce sont les pays du G7 qui sont les principaux actionnaires du FMI et de la Banque mondiale, c'est naturellement vers eux que se dirige la mobilisation.

* *Pour repère : la dette des 22 pays sélectionnés s'élève à 53 milliards de dollars en VAN (valeur actuelle nette). Grâce aux allègements de dette, celle-ci devrait être réduite à terme de 33 Mds de dollars pour atteindre 20 Mds de dollars.*

Où en est la France ?

M. Jacques Chirac a rappelé en janvier 2001, à l'occasion du sommet Afrique-France de **Yaoundé**, les mesures d'annulation que la France entend mettre en œuvre vis-à-vis des pays africains.

La France s'est engagée à annuler **quasiment l'ensemble de ses créances** sur les PPTE sélectionnés. Cela représente environ **11 milliards d'euros**. Cependant, plusieurs critiques importantes peuvent être adressées à la France :

- Même si elle met en œuvre tous les allègements promis, **la France conservera encore une partie de ses créances sur les PPTE**.
- **La France attend la fin du processus** (dans 2 ou 3 ans) pour fournir l'ensemble des allègements promis.
- La France ne prévoit, contrairement au Royaume-Uni ou au Canada, **aucune mesure pour les 20 pays en attente** : pendant ce temps les remboursements continuent.
- De même elle n'envisage pas de sortir du cadre étroit de l'initiative PPTE alors que **l'Italie par exemple est en train de prendre des mesures plus larges** incluant jusqu'à 62 pays.
- La France, bien qu'actionnaire important du FMI et de la Banque mondiale, **ne demande pas l'annulation de la dette multilatérale**.

Les oubliés de l'initiative PPTE

Parmi les pays qui se battent pour obtenir l'annulation de leur dette et qui sont toujours exclus de l'initiative PPTE, le Nigeria et Haïti sont devenus deux pays symboles :

Pas assez pauvre ! Le Nigeria a été discrètement retiré de la liste des PPTE en 1998, malgré un revenu par habitant inférieur à 300 dollars et une dette supérieure à 200% des recettes d'exportation. Il est important pour le Nigeria, mais également pour l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest que le nouveau gouvernement du président Obasanjo réussisse à obtenir une annulation de la dette et que la stabilité soit restaurée dans la région.

Pas assez endetté ! Haïti est un des pays les plus pauvres du monde. Environ la moitié de sa dette actuelle a été contractée par l'ancien dictateur Duvalier. Le taux d'analphabétisme est de plus de 50% mais, malgré un ratio de dette sur exportation de 171%, le pays n'est pas considéré comme assez endetté par le FMI et la Banque mondiale.

La Zambie continuera de payer !

La Zambie qui a payé 136 millions de dollars de remboursement en 1999, devait payer 90 millions de dollars de plus (soit 226 m\$) en 2001 et ce bien qu'elle vienne de « bénéficier » de l'initiative PPTE ! Cette situation s'explique notamment par les arriérés accumulés et les nouvelles créances venant à échéance.

Devant cette aberration, les acteurs de la société civile se sont mobilisés. Sous la pression, le FMI a mis en place un rééchelonnement des allègements de dette permettant au pays de rembourser moins aujourd'hui ... mais plus dans quelques années (153 millions en 2001 pour aller jusqu'à 212 millions en 2007). Malgré les demandes pressantes du gouvernement zambien et des associations, le FMI s'est refusé à considérer la possibilité d'un allègement supplémentaire.

« Le pays ne peut se permettre de dépenser 150 millions de dollars en remboursement de la dette quand l'espérance de vie est de 44 ans et en constante diminution du fait du virus du sida » a déclaré le Dr Katele Kalumba de Jubilé 2000 Zambie.

L'utilisation des fonds pour le développement : exemples

L'Ouganda, le Mozambique ou encore le Guyana sont parmi les pays les plus avancés dans le processus d'allègements de dette. Leur exemple montre comment les allègements de dette peuvent contribuer réellement à la lutte contre la pauvreté.

- **Le gouvernement ougandais** a par exemple dirigé une partie des fonds dégagés par les annulations de dette vers les collectivités locales pour l'éducation. Des comités de gestion des écoles décident des dépenses. La mise en place du programme visant à **rendre gratuit l'accès à l'école primaire** a permis dans une très courte période de doubler le taux de scolarisation.
- Au **Mozambique** les ressources libérées ont été dirigées vers les secteurs vitaux pour le développement. Les budgets de santé, d'éducation, d'agriculture, d'infrastructure et de formation en ont bénéficié pour un montant de près de **60 millions de dollars**.
- Le **Guyana** a investi des ressources, en plus de l'augmentation des dépenses dans les secteurs sociaux, dans les **technologies** de l'information.

Bien que le processus d'utilisation des fonds ne soit pas exempt de difficultés, on assiste dans beaucoup de pays à une amélioration du débat démocratique : les gouvernements doivent rendre des comptes et les groupes locaux parviennent à mieux faire entendre leur voix. **Cependant, les espoirs suscités par les allègements risquent d'être déçus dans beaucoup de pays si les mesures ne sont pas améliorées.**

Les campagnes dette au Sud

La dénonciation de la dette fait depuis longtemps l'objet d'une importante mobilisation au Sud. Avec l'année 2000, les campagnes de beaucoup de ces pays ont pris encore plus d'ampleur.

Des campagnes de trois continents (Afrique, Amérique Latine et Asie) ont décidé de s'unir dans une coalition appelée « **Jubilé Sud** ».

« **La résistance à toute domination liée à la dette** nous unit en tant que mouvements sociaux et organisations sociales à travers le Sud » explique Jubilé Sud.

Dans plusieurs pays comme au Brésil et en Argentine, des « **tribunaux éthiques populaires de la dette extérieure** » se mettent en place pour dénoncer les conséquences de la dette, l'irresponsabilité de certains dirigeants et le rôle des prêteurs du Nord.

Des représentants des campagnes de 40 pays du Sud et du Nord se sont réunis à Dakar en décembre 2000 pour envisager les collaborations possibles entre elles afin de continuer l'action dans les années à venir.

Une nouvelle plate-forme : « Dette & Développement »

La campagne « Pour l'an 2000 : annulons la dette ! » a été une étape importante dans la mise en place d'une action forte en France en faveur des populations des pays les plus pauvres. Afin de prolonger cette dynamique, une plate-forme « Dette & Développement » a été créée. **Cette plate-forme s'inscrit dans la durée et se consacrera au problème de la dette pour l'ensemble des pays du Sud.**

Dans son texte de référence, la plate-forme demande notamment la mise en place d'un **droit international** et d'un mécanisme d'arbitrage permettant aux pays débiteurs de faire valoir leurs droits, notamment vis-à-vis des **dettes impayables et illégitimes.**

Elle continuera bien entendu à suivre la mise en œuvre des allègements de dette promis, afin que ceux-ci se réalisent effectivement. Elle poursuivra également le travail entrepris pour promouvoir des procédures transparentes et participatives pour **l'utilisation des fonds.**

« **Les Nouvelles de la Dette** » continueront de vous informer régulièrement de la question de la dette et un **rapport annuel** fera le point chaque année sur son évolution. Les documents de référence de la nouvelle plate-forme sont disponibles sur le site internet de la campagne.

Cap sur Gênes

Avec la fin de l'année 2000, les gouvernements du G7 pensaient en avoir fini avec les mobilisations sur la dette. Celle qui se prépare pour Gênes, semble bien les contredire :

**mobilisation internationale
du 15 au 21 juillet 2001
à l'occasion du Sommet du G7 à Gênes (Italie)**

Les pays du G7 sont à la fois les premiers créanciers des pays pauvres, mais également les principaux actionnaires du FMI et de la Banque mondiale. Or ces institutions se refusent à annuler l'ensemble de leurs créances.

Demandons à la France de prendre position en faveur de l'annulation de la dette multilatérale. La mobilisation se prépare en Italie : **pourquoi ne pas s'y joindre ?**

Retrouvez toute l'actualité de la campagne sur :

www.dette2000.org

Document diffusé par :

Secrétariat et coordination

CCFD - Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement
4 rue Jean Lantier, 75001 PARIS - Tél: 01 44 82 81 53 - Fax : 01.44.82.81.45
E-mail : dette2000.jp@ccfd.asso.fr
Site internet : www.dette2000.org

Les organisations qui soutiennent la campagne:

Afrique Verte
Aide Fédération (Fédération des agences internationales pour le développement)
Andines
Anima'fac
Appel des Cent pour la paix
BDE - ISTOM (Bureau des élèves - Institut des Sciences et Techniques pour l'Outremer)
BIOFORCE
CADR (Collectif des Associations de Développement - Région Rhône-Alpes)
CANVA (Coordination de l'Action Non violente de l'Arche)
CASI Bretagne (Collectif des associations de solidarité internationale)
CFDT (Confédération française et démocratique du travail)
CFTC (Confédération française des travailleurs chrétiens)
CGT (Confédération générale du travail)
CICDA (Centre international de coopération pour le développement agricole)
CRIDEV
CRISLA (Centre de Réflexion d'Information et de Solidarité avec l'Asie, l'Afrique et l'Amérique Latine)
CUN du Larzac
Emmaüs France
Emmaüs international
Enda Tiers-Monde
Fédération Artisans du monde
Fédération Française des Associations Chrétiennes d'Étudiants (FFACE)
Fédération Française des Clubs UNESCO
France Libertés (Fondation Danielle Mitterrand)
Frères des Hommes
Groupe Développement
Groupe non-violent Louis Lecoïn
Handicap international
Ingénieurs sans frontières
Ligue Africaine des Droits de l'Homme
LIFPL (Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté)
Max Havelaar
MIR (Mouvement international de la réconciliation)
MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples)
Partage
Peuples Solidaires
RENAPAS (Rencontre nationale avec le peuple d'Afrique du Sud)
SCI (Service Civil International)
Service de Coopération au Développement
Solagral
Solidariterre
Survie